

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°114 – Semaine du 16 mars 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINÉ

Part des femmes à la tête des grandes entreprises cotées
des pays nordiques en 2025

12 %

Au second semestre 2025, la zone nordique se situe au-dessus de la **moyenne européenne (10 %)** en termes de représentation des femmes parmi les dirigeants des plus grandes entreprises cotées de la zone. La **Finlande (8,3 %)** et le **Danemark (8,7 %)** affichent des résultats plus faibles compensés par des taux plus élevés en **Suède (11,5 %)**, en **Norvège (14,3 %)** et en **Islande (16,7 %)**.

Source : [Nordic Statistics database](#) ; [European Institute for Gender Equality](#)

Pays nordiques

La Suède, le Danemark et la Finlande émettent des réserves sur l'encadrement juridique de l'appellation « cidre » par l'UE. En 2025, Bruxelles a proposé de fixer la teneur minimale en fruits du cidre à 50 %. Dans une lettre au Directeur général de l'agriculture à la Commission européenne, les trois pays indiquent que la proposition pourrait menacer les exportations de cidres issus de mélanges industriels des principaux producteurs locaux (*Kopparberg, Åbro, Spendrup*). 75 % de la production annuelle de « cidre » suédois (100 M de litres) est exportée, soit 1/3 des exportations de cidre au sein de l'UE. Les trois pays ont accueilli plus favorablement la nouvelle proposition de la Commission pour une classification avec 3 niveaux d'exigence (« à base de cidre », « cidre », « cidre premium »).

Equinix et CPP annoncent l'acquisition de la société islandaise atNorth, leader nordique de la construction de data centers, pour 4,2 Mds USD.

L'opérateur islandais de centres de données, détenu par le fonds suisse de capital-investissement *Partners Group*, a annoncé en février 2026 un accord conjoint entre le groupe américain *Equinix* et le fonds de pension canadien *CPP Investments* pour acquérir ses actifs, valorisés à 4,2 Mds USD. *AtNorth*, présent dans tous les pays de la zone nordique, exploite actuellement huit data centers et prévoit des investissements dans la région pour accélérer son développement.

Danemark

La Première ministre sortante, Mette Frederiksen, annonce vouloir plafonner l'âge légal de départ à la retraite à 70 ans.

Tête de liste du parti social-démocrate et candidate pour un troisième mandat, Mette Frederiksen, qui a annoncé l'organisation d'élections législatives anticipées le 24 mars prochain, a déclaré que son parti souhaitait revenir sur l'indexation stricte de l'âge légal de départ à la retraite à l'espérance de vie instaurée en 2006, indexation qui a pour conséquence de porter l'âge légal à 70 ans en 2040 et 74 ans en 2070 selon les prévisions actuelles. D'autres propositions concernent le dispositif de retraite anticipée, actuellement réservé aux personnes ayant cumulé entre 42 et 44 ans de travail à temps plein et qui permet de partir entre un et trois ans avant l'âge légal. Les sociaux-démocrates proposent de fixer l'âge de référence à 66 ans pour les départs anticipés, d'élargir le nombre de bénéficiaires et d'augmenter l'allocation de 3 000 DKK (400 €) supplémentaires par mois. Le parti des modérés du ministre des Affaires étrangères sortant, Lars Lokke Rasmussen, propose de conserver l'indexation prévue par l'accord de 2006, mais d'instaurer une prestation de retraite universelle et progressive, à partir de trois ans avant l'âge légal de départ à la retraite, même si la personne travaille encore.

Elections législatives anticipées du 24 mars 2026 - La fiscalité des entreprises et des hauts patrimoines au cœur des débats.

Mette Frederiksen a également proposé de créer un prélèvement de 0,5 % sur les patrimoines supérieurs à 25 MDKK (3,4 M€), qui pourrait concerner environ 20 000 personnes. Son assiette inclurait l'ensemble du patrimoine : dépôts bancaires, patrimoine immobilier, actions d'entreprises et actifs placés dans des fonds de pension, bien que des déductions soient prévues sur le patrimoine immobilier et sur les actifs placés dans les fonds de pension. L'impôt

serait alloué au financement des écoles et permettrait en outre de : i) supprimer la taxe foncière pour les logements d'une valeur inférieure à 1 M DKK (134 000 €), et ii) investir 1 Md DKK (134 M€) dans un « *paquet entreprises* » pour améliorer les conditions de fonctionnement des acteurs du secteur privé. Selon les estimations communiquées, cette nouvelle imposition pourrait générer des revenus de 7,2 Md DKK (environ 1 Md €) par an. Cette proposition intervient alors qu'une nouvelle analyse du Conseil économique du mouvement ouvrier, fondée sur des données de l'Institut danois de la statistique, montre que les 1 % des Danois les plus riches possèdent aujourd'hui une fortune moyenne d'environ 58 M DKK (7,8 M€), et que la hausse du nombre de Danois concernés est d'environ 31 % depuis 2020. Cette augmentation s'expliquerait notamment par la hausse de la valeur des actions non cotées, par exemple dans les entreprises familiales, ainsi que par la hausse des prix de l'immobilier. Le parti libéral *Venstre*, troisième parti membre de la coalition gouvernementale sortante, propose quant à lui de réduire le taux d'imposition des sociétés de 22 % à 20 % et d'accorder des baisses d'impôts aux petites et moyennes entreprises pour un montant de 1 Md€.

Les exportations danoises vers les Etats-Unis sont au plus bas depuis près de deux ans.

Elles ont chuté de -26 % en janvier 2026, atteignant 25,9 Md DKK (3,5 Md €), soit -8,9 Md DKK (-1,2 Md€) par rapport à décembre 2025. Elles atteignent ainsi leur plus bas niveau depuis 22 mois. En janvier 2026, les exportations de biens ont diminué de 6,3 Md DKK (840 M €) et celles de services de 2,6 Md DKK (348 M€).

Forte augmentation de la production manufacturière en janvier.

Malgré une baisse de -2,2 % de la production industrielle danoise sur la période novembre-janvier par rapport aux trois mois précédents, une augmentation de +3,8 % a été constatée en janvier 2026. Elle

est surtout liée, selon l'Institut danois de statistique (*Danmarks Statistik*), à la progression de l'activité des industries textile-habilleme-nt-cuir (+13 %), électronique (+10,7 %) et pharmaceutique (+6,9 %).

L'utilisation de l'IA se diffuse rapidement dans la société danoise.

Selon les derniers chiffres de *Danmarks Statistik*, la proportion de la population danoise qui utilise l'IA de manière hebdomadaire a plus que doublé entre 2024 et 2025, passant de 17 % à 37 %. Cette évolution s'explique notamment par la part grandissante des femmes utilisant l'IA, qui a triplé de 2024 à 2025, et qui s'établit désormais presque au même niveau que celui des hommes, à 36 %. La part de la population qui utilise l'IA dans le cadre professionnel a progressé de 6 points de pourcentage (de 21 % à 27 %) sur la même période, confortant le Danemark comme le pays européen le plus avancé en matière de diffusion de l'IA dans les entreprises.

Le Conseil pour le Climat (Klimarådet) signale un risque important pour le Danemark de ne pas atteindre son objectif climatique pour 2030.

Cette conclusion, contraire à celle formulée par le Conseil en 2025, s'appuie notamment sur les résultats de l'appel d'offres sur le captage et stockage de CO₂ clos qui n'a reçu que deux offres à ce jour. Selon le conseil, l'initiative devrait par conséquent générer des réductions d'émissions inférieures aux projections du gouvernement (-1,9 Mt au lieu de -2,3 Mt). Le Conseil anticipe aussi des difficultés dans la mise en œuvre de l'accord sur la transition écologique de l'agriculture (processus de gel des terres agricoles plus lent que prévu ; production de biogaz à l'origine de plus d'émissions de méthane que prévu initialement). Estimant que les prévisions globales du gouvernement sont trop optimistes, il enjoint le gouvernement à présenter une stratégie alternative, par exemple sous forme de taxes sur le carbone « sensiblement » plus élevées pour l'industrie et l'agriculture. Le ministre du climat et de l'énergie sortant, Lars Løkke Rasmussen, convient que le travail n'est pas terminé, mais rejette l'idée de publier une stratégie alternative. En

revanche, le Conseil pour le Climat se montre optimiste s'agissant de l'atteinte du nouvel objectif climatique pour 2035 (-82% d'émissions par rapport à 1990).

Les cyberattaques contre les entreprises danoises ont augmenté de +43 % en un an.

Le nombre moyen d'attaques hebdomadaires contre des entreprises s'est établi à 1 506 en janvier 2026, contre 1 053 en janvier 2025. L'augmentation enregistrée au Danemark est plus de deux fois plus importante que la moyenne mondiale (+17 %) et européenne (+18 %), selon le rapport *Cyber Attack Stats* de *Check Point Research* (CPR). Le Danemark compte une forte proportion d'entreprises dans les secteurs les plus exposés aux attaques à l'échelle mondiale, tels que le secteur public, les établissements d'enseignement, ainsi que les secteurs de la santé et des services publics. En outre, le Danemark est caractérisé par un haut degré de numérisation.

Danske Bank annonce multiplier par cinq le volume des prêts destinés à la transition écologique des entreprises.

Le plus grand groupe bancaire du pays prévoit d'augmenter les moyens qu'il consacre au financement des efforts de transition écologique des entreprises de 18 Md DKK (2,4 Md€) en 2025 à 100 Md DKK (13,4 Md€) en 2028. Cet accroissement concerne à la fois les prêts bancaires classiques et les emprunts obligataires. Sont plus particulièrement visés deux types d'entreprises : les plus gros émetteurs et les entreprises qui produisent les outils permettant la transition. Les entreprises retenues pourront utiliser le prêt comme elles le souhaitent ; le financement ne sera pas affecté à des projets écologiques spécifiques.

Finlande

Le gouvernement poursuit la réforme du droit du travail.

Le gouvernement a présenté un projet de loi qui autorise la conclusion des contrats à durée déterminée pour une durée maximale d'un an sans raison justifiée. Le contrat pourrait être renouvelé sans motif justifié au maximum deux fois dans l'année qui suit la conclusion du premier contrat. La durée totale des contrats ne devrait pas dépasser un an. Le projet de loi qui raccourcit le délai de préavis de licenciement de 14 jours à 7 jours soulève des critiques de la part d'experts et des syndicats. Le ministre estime que la loi – qui vise les salariés en situation de première embauche et ceux n'ayant pas travaillé pour l'employeur concerné au cours des deux dernières années – permettra une meilleure insertion des jeunes sur le marché du travail.

Selon Statistics Finland, 958 800 personnes, soit 17,3 % de la population, était en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2024.

Ce nombre est en hausse de 28 000 personnes par rapport à 2023, du fait de la hausse du nombre de ménages à bas salaires, de la réduction de l'intensité du travail, des revenus et des coupes dans les aides sociales. Le risque est plus élevé dans les zones rurales, peu peuplées (19,7 %) et parmi les ménages avec des enfants. Le nombre de personnes âgées de 18 à 49 ans à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a particulièrement augmenté entre 2023 et 2024, passant de 424 000 à 494 000.

La Banque centrale européenne inflige une amende de 2,3 millions d'euros à la banque Nordea pour négligence grave.

La BCE a considéré que *Nordea Finance Finland* avait incorrectement déclaré ses risques de crédit. Au cours de 13 trimestres consécutifs sur la période 2021-2024, Nordea a attribué à tort des créances garanties aux débiteurs plutôt qu'aux garants lors du calcul des expositions importantes. La banque a ainsi dépassé la

limite de grande exposition de 25 %. La BCE a souhaité sanctionner ces faits de négligence survenus suite à des déficiences dans les contrôles internes de la banque.

La redevance de transport de l'électricité augmente le 1^{er} avril.

Le gouvernement annonce une hausse de la redevance de sécurité d'approvisionnement de 0,013 cent, à 0,085 cent par kWh. Les recettes fiscales passeraient de 36 M€ à environ 92 M€. La mesure concerne l'électricité domestique et industrielle. La facture annuelle moyenne d'un particulier pourrait augmenter de 2 à 10 €, tandis que celle des consommateurs industriels les plus énergivores pourrait augmenter de plusieurs millions d'euros. L'industrie consomme plus de 40 % de l'électricité en Finlande.

Nokia prépare de nouvelles suppressions d'emplois en Finlande.

Trois mois après avoir terminé les négociations précédentes, le groupe Nokia annonce un nouveau plan social visant à supprimer au maximum 165 emplois en Finlande, à Espoo, Tampere et Oulu. Nokia emploie actuellement 6 600 personnes en Finlande. Les suppressions visent en particulier le secteur des réseaux mobiles.

Nokia annonce une collaboration avec Telia Finland pour cocréer des cas d'utilisation fondés sur l'IA et la technologie RAN.

Les entreprises développeront et testeront conjointement des cas d'utilisation de la technologie *Radio Access Network* (RAN) pilotée par l'IA afin d'améliorer les performances réseau et de soutenir la commercialisation d'applications compatibles avec l'IA. La collaboration s'appuie sur le potentiel transformateur de l'IA-RAN pour faire progresser les capacités des réseaux 5G actuels. Avec un accent clair mis sur l'exploration des cas d'usage commerciaux, les entreprises conceptualiseront et testeront des systèmes compatibles avec l'IA pour différents secteurs, y compris les missions critiques.

Suite à l'augmentation de la taxe sur les activités minières, les annonces de licenciements se multiplient.

Le quadruplement de la taxe minière (de 0,6 % à 2,5 %) depuis le 1^{er} janvier 2026 met les entreprises en difficulté. Terrafame, qui compte 887 employés, annonce un plan social visant jusqu'à 120 ETP, pour économiser 10 M€ par an et améliorer sa rentabilité (le groupe a réalisé l'an dernier un déficit de 35 M€). Le groupe suédois Boliden ouvre des négociations syndicales dans la mine de Kevitsa, laquelle emploie plus de 500 personnes, et suspend l'investissement de 1 Md€ prévu pour poursuivre les opérations après 2034. Le secteur minier est également impacté par la hausse de la taxe sur l'électricité, qui est passée de 0,05 cent/kWh à 2,24 cent/kWh.

La Finlande détient 290 Md€ d'actifs de retraites.

Selon l'association finlandaise des assureurs retraite et fonds de pension (Tela), les actifs ont progressé de 14 Md€ en 2025. Le rendement nominal s'est établi à 7,4 % en 2025 tandis que le rendement réel, qui tient compte de l'inflation, a atteint 7,2 %. Les actifs des fonds de pension ont progressé pour la troisième année consécutive. Les actifs du secteur privé ont atteint 185 Md€ et ceux du secteur public 105 Md€ à fin 2025. Ils représentent désormais un montant équivalent au PIB de la Finlande. En 2025, 37,2 Md€ de retraites ont été versés (+2,5% par rapport à 2024), tandis que les cotisations se sont établies à 28,2 Md€.

Finnvera double son financement pour les entreprises en phase de développement et de commercialisation de leurs innovations à l'international.

L'agence de crédit-export porte à 300 M€ (contre 150 M€ auparavant), les financements destinés à la phase de démarrage et d'accélération de la croissance internationale des entreprises investissant dans la R&D. Depuis 2022, *Finnvera* finance de manière ciblée des entreprises à fort potentiel de croissance et à haut risque.

Islande

Référendum sur la réouverture de négociations d'adhésion à l'Union européenne.

Le 6 mars 2026, le Gouvernement a déposé devant le Parlement une résolution parlementaire en vue de l'organisation d'un référendum, prévu le 29 août 2026, sur la reprise de négociations d'adhésion à l'Union européenne. Selon un sondage *Gallup* publié le 10 mars, 52 % des personnes interrogées seraient favorables à la reprise des négociations. L'opposition est plus forte du côté de la Fédération des industries islandaises (SA) dont la majorité des membres se déclarent opposés à l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne (57 %), selon une enquête menée par l'institut *Outcome*. Il est attendu que les questions relatives à la pêche, l'industrie lourde et la politique monétaire fassent l'objet de fortes tensions lors des débats parlementaires.

La croissance islandaise estimée à 1,3 % en 2025.

Selon les résultats préliminaires de l'année 2025 publiés par l'Institut islandais des statistiques, le PIB pour l'année 2025 aurait progressé de 1,3 % en volume par rapport à celui de l'année précédente, malgré un quatrième trimestre marqué par un recul de 0,6 % du PIB réel. Ces résultats s'expliquent notamment par l'augmentation des investissements et de la consommation privée et publique, malgré un léger recul du commerce extérieur. En 2024, le PIB islandais avait enregistré un recul de 1,3%, selon les chiffres réactualisés.

5,2 % d'inflation en février 2026.

Selon l'Institut islandais des statistiques, l'inflation se maintenait à 5,2 % en février 2026. Ces chiffres sont plus élevés que ne le prévoient les anticipations des banques islandaises, qui espéraient que l'inflation soit inférieure à 5 %. La persistance d'une inflation élevée en Islande alimente les spéculations quant à une possible évolution des taux de la banque centrale islandaise. Le taux directeur est actuellement de 7,25 % et la prochaine décision du Comité de la

politique monétaire est prévue pour le 18 mars 2026.

La filière de l'aquaculture avoisine les 1 000 emplois directs.

Selon des chiffres publiés par la Fédération des entreprises de pêche islandaises (SFS), la filière de l'aquaculture était à l'origine de 970 emplois directs en 2025, un niveau six fois plus élevé qu'en 2008. Le total des salaires versés par la filière était de 11,5 Mds ISK (79M€), un chiffre pratiquement multiplié par 10 sur la même période. 80 % de ces emplois sont situés en zone rurale, ce qui rend la filière cruciale pour les petites municipalités du pays, souvent dépendantes de bassins industriels restreints.

Vente d'atNorth pour 4,2 Mds USD.

Le groupe islandais *atNorth*, important exploitant de centres de données dans les pays nordiques, a annoncé la cession par son actionnaire, la société de capital-investissement suisse *Partners Group*, du capital de l'entreprise pour 4,2 Md\$ (3,7 Md €). Les acquéreurs sont l'entreprise américaine *Equinix* et le fonds de pension canadien *CPP Investments*, qui détiendront respectivement environ 40 % et 60 % de la société. Toutefois, selon le dirigeant de la société, *Partners Group* pourrait conserver une part résiduelle. *AtNorth* exploite huit datacenters dans les pays nordiques, dont trois en Islande, qui emploient la moitié des 200 employés du groupe. L'entreprise exploite également des installations au Danemark, en Suède et en Finlande, et prévoit 10 % de croissance à horizon quatre ou cinq ans. Selon les déclarations du directeur de l'entreprise, les perspectives de croissance islandaises seraient aujourd'hui limitées par le double effet de difficultés administratives liées au régime fiscal islandais d'une part, et de la saturation du réseau électrique d'autre part.

Norvège

Resserrement budgétaire prévu en 2027 en raison de la crise au Moyen-Orient.

Le ministre des Finances, Jens Stoltenberg, a annoncé, à la veille de la première conférence budgétaire pour 2027, que le prochain budget serait resserré. Il évoque la guerre au Moyen-Orient estimant que *« l'incertitude accrue dans le monde renforce la nécessité de mener une politique économique responsable ici »*. Il rejette l'idée selon laquelle la Norvège tirerait exclusivement profit de la hausse des prix du pétrole en période de conflit, en soulignant que, devenue davantage une nation qui investit qu'une nation pétrolière, elle dépend davantage du cours des actions que du prix du pétrole. M. Stoltenberg souligne que la situation économique du pays reste bonne, et préparée à faire face à des temps difficiles, et que le gouvernement continuera à mettre en place des mesures pour améliorer le pouvoir d'achat de la population.

Inquiétude des armateurs norvégiens à la suite du blocage du détroit d'Ormuz.

Les armateurs norvégiens sont particulièrement inquiets du blocage de leurs navires dans le Golfe persique qui *« risque de leur coûter cher »*. Le ministre de l'énergie, Terje Aasland, a exprimé sa vigilance vis-à-vis des stratégies d'approvisionnement de l'UE. Le gouvernement norvégien espère éviter un retour de certains États membres vers les importations russes pour stabiliser leur sécurité énergétique.

Hausse du prix du carburant à 2,32€ le litre.

Le prix de l'essence et du diesel en Norvège a atteint 2,32€ le 10 mars. La *Norwegian Truck Owners Association* (NLF) met en avant le fait que le prix a augmenté de 26% depuis le 2 mars. Le carburant représente selon elle 30% de ses coûts d'exploitation. La *Norwegian Automobile Federation* (NAF) réclame une baisse des taxes pour aider les conducteurs face aux prix « astronomiques » du carburant. Elle souligne que cette hausse de prix pénalise davantage les populations rurales, qui

continuent à rouler à l'essence, que les populations urbaines. Le gouvernement n'envisage pas à ce stade de prendre des mesures compensatoires.

Le projet de règlement d'accélération industrielle présenté par la Commission européenne est accueilli favorablement en Norvège.

La nouvelle proposition de règlement d'accélération industrielle, présentée le 4 mars par la Commission européenne, a été favorablement accueillie en Norvège, tant par le gouvernement que par les organisations professionnelles. Le ministre des affaires étrangères, Espen Barth Eide, se dit très satisfait que l'UE ait confirmé que la Norvège serait concernée par ce projet de règlement et qu'elle prenne des mesures pour renforcer la compétitivité de l'Europe. L'association professionnelle *Norsk Industri* craint néanmoins que le retard de transposition de directives européennes ne complique le processus et encourage le gouvernement à accélérer la procédure d'intégration des directives dans l'accord EEE afin que la Norvège puisse également bénéficier de ce projet de texte.

Abandon de l'objectif de neutralité climatique par le Storting.

Le Parlement norvégien a acté le 26 février l'abandon de l'objectif de neutralité climatique de la Norvège en 2030. La proposition était portée par le Parti du centre et a été soutenue par le Parti conservateur, le Parti du progrès, le Parti chrétien-populaire et le Parti rouge. Les députés de ces partis estiment que l'objectif initial de neutralité climatique n'a jamais été budgété correctement et qu'il convient de privilégier des outils jugés plus concrets (biogaz, mesures pour la forêt, hydroélectricité et mesures d'efficacité énergétique). *« Cette décision des parlementaires va dans le mauvais sens »*, déplore le ministre du climat et de l'environnement, Andreas Bjelland Eriksen.

Tensions sur le marché de l'électricité.

Le ministre de l'énergie a annoncé qu'il proposerait prochainement au *Storting* une loi visant à prioriser les demandes de raccordement au réseau, afin de prioriser les intérêts de la défense. Cette déclaration fait suite au refus du gestionnaire de réseau *Statnett* d'accéder à la requête d'augmenter la consommation électrique de la base de Ramsund (région de Narvik), qui doit devenir la base sous-marine principale de la Norvège. Le refus a été justifié par l'insuffisance du réseau. Parallèlement, une majorité de députés de la commission de l'énergie et de l'environnement est favorable à la création d'un dispositif national qui gèrerait la connexion des *datacenters* au réseau électrique. Les ressources électriques étant limitées, les députés estiment que les *datacenters* devraient justifier de leur utilité publique avant de se voir raccordés au réseau.

Le ministre de l'énergie opposé au projet de taxe européenne sur les réseaux électriques.

Le ministre de l'énergie, Terje Aasland, se montre critique à l'égard des nouvelles propositions de la Commission européenne dans le paquet *European Grids*, qui prévoit d'introduire une taxe de 25 % sur les revenus que les entreprises gestionnaires du réseau obtiennent en transportant l'électricité d'une zone à l'autre. Il est prévu que le produit de cette taxe serve à financer les réseaux électriques en Europe. M. Aasland estime que ces revenus doivent principalement servir à construire des infrastructures et à réduire les frais de réseau pour les consommateurs en Norvège. Ils se sont élevés à 1 Md€ pour la Norvège en 2025.

Investissement dans le démantèlement des installations nucléaires de Halden.

Le gouvernement a annoncé qu'il proposera, dans la loi de finances rectificative, l'acquisition d'un terrain appartenant à *Norske Skog* afin de procéder au démantèlement des installations nucléaires de Halden, fermées en 2018. Cela concerne le stockage et le traitement des déchets radioactifs jusqu'à ce qu'un site de stockage permanent soit prêt. « *Il s'agit d'une étape*

importante dans notre travail de démantèlement des anciennes installations nucléaires en Norvège » déclare la ministre du commerce et de l'industrie, Cecilie Myrseth.

Quasi doublement de l'estimation des réserves du gisement de terres rares de Fen.

De nouvelles estimations indiquent que les réserves de terres rares découvertes dans le sous-sol du site de Fensfeltet, détenu par *Rare Earths Norway*, sont 80% plus importantes que les calculs initiaux et constituent désormais l'un des plus importants gisements au monde, avec environ 15,9 Mt de terres rares. Les experts estiment qu'il s'agit d'une « *ressource stratégique de classe mondiale* » et que le Fensfeltet pourrait ainsi jouer un rôle important dans la réduction de la dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Chine. La ministre de commerce et de l'industrie, Cecilie Myrseth, se réjouit de cette découverte qui propulse le gisement « *dans une toute nouvelle dimension* ».

Suède

Le gouvernement révisé à la baisse sa prévisions de croissance du PIB pour 2026.

Dans le contexte de la guerre en Iran et de ses répercussions sur les prix de l'énergie en Europe, le ministère des Finances suédois a réajusté ses prévisions de croissance du PIB à la baisse de +3 % à +2,8 % pour l'année 2026. Cette diminution résulterait d'une contraction légère de la consommation des ménages (-0,1 points de pourcentage), d'une correction importante de l'évolution des investissements privés (-1,2 pp) et de la balance commerciale (-1,4 pp pour les exportations, -1,2 pp pour les importations). Le gouvernement prévoit une hausse plus importante de la contribution des dépenses publiques à la croissance du PIB (+2,2 % contre +1,6 % en décembre 2025).

Le gouvernement a présenté trois scenarii économiques suite à la guerre en Iran, sans adopter de mesures compensatoires sur les prix du carburant à ce stade.

Aucune mesure compensatoire sur les prix du carburant n'est prévue à ce stade par le gouvernement dans le contexte de la hausse des prix suite à la guerre en Iran. Toutefois, la ministre des Finances, E. Svantesson, a indiqué le 10 mars qu'un abaissement du plafond des prix de l'électricité pour les ménages et une baisse de la taxe sur l'essence pourraient être envisagés si la situation l'exigeait (cette dernière mesure est par ailleurs soutenue par les Démocrates de Suède (extrême droite) dans le cadre du budget rectificatif de printemps). La ministre de l'Energie, Ebba Bush a en outre indiqué que la Suède allait libérer deux millions de barils de carburant provenant de ses réserves stratégiques dans le cadre de la coordination annoncée par l'Agence internationale de l'énergie (soit l'équivalent de 14 jours des stocks suédois, lesquels couvrent les besoins du pays pendant environ 110 jours).

En 2025, la France a réduit son déficit commercial avec la Suède.

La France se maintient en tant que 10^e

partenaire commercial de la Suède. Le déficit commercial français sur les échanges de biens avec la Suède s'est établi à -1,3 Md€, contre -1,5 Md€ en 2024 (-14 %), en raison d'une légère contraction des importations. S'agissant des services, la réduction du déficit de la France vis-à-vis de la Suède est plus marquée : il était de -1,1 Md€ en 2024 et s'établit à -0,2 Md€ en 2025. Cette évolution s'explique par la contraction des achats de services suédois par la France à hauteur d'environ 1 Md€, tandis que le niveau d'exportations (services) reste stable. En 2025, les premiers clients (biens) de la Suède sont l'Allemagne, la Norvège et les Etats-Unis, et ses trois premiers fournisseurs (biens) sont l'Allemagne, les Pays-Bas et la Norvège.

L'écart des salaires entre les femmes et les hommes à poste équivalent était de 4,6 % en 2024.

En Suède, les femmes gagnent en moyenne 10,2 % de moins que les hommes (revenu salarial annuel), principalement en raison d'un temps de travail plus faible, de temps partiels plus fréquents et de métiers moins rémunérés, selon l'Institut de la médiation (MI). À temps de travail et poste équivalents, l'écart direct de salaire se situe autour de 4,6% (5,7 % dans le secteur privé et 1,9 % dans le secteur public). L'écart salarial mensuel est plus faible (5 %) pour le premier décile (10 % les moins bien payés) que pour le dernier décile (14,7 %).

Les fonds de réserve des retraites gèrent 202 Md€ (34 % du PIB).

Le total des actifs atteint désormais 2 234 Mds de SEK (202 Md€), soit 34% du PIB. Les rendements des fonds de réserve de retraite suédois (*AP-fonderna*) ont atteint en moyenne entre 5 et 6 % en 2025.

La ministre de l'Industrie et de l'Energie, Ebba Bush, défend le système européen d'échange de quotas d'émission (EU ETS).

Lors du Conseil « Compétitivité » de l'UE de février, plusieurs pays ont plaidé en faveur d'un

assouplissement de l'ETS au nom de la compétitivité industrielle et d'une baisse du coût de l'énergie. La ministre suédoise E. Busch a pour sa part défendu ce système qui a historiquement bénéficié à la Suède. Ouverte à des ajustements techniques, le gouvernement suédois estime, en revanche, qu'un affaiblissement risquerait de pénaliser les entreprises suédoises ayant investi dans les technologies sans combustion fossile, comme SSAB dans sa transition vers la production d'acier décarboné. Historiquement, les émissions relativement faibles de l'industrie suédoise ont permis la mise aux enchères de quotas non utilisés, générant des recettes de plusieurs milliards de couronnes.

Les marques chinoises représentent 2,1 % des ventes de véhicules particuliers en Suède en 2025.

Les marques *Polestar*, *Lynk & Co*, *Zeekr* (marques du conglomérat chinois Geely), ainsi que *BYD*, *MG*, *XPeng* et *Hongqi* représentent une part de marché cumulée de 2,1% en Suède l'an dernier (hors ventes de Volvo cars, également contrôlé par Geely). La part de marché des voitures chinoises, électriques essentiellement, dans l'UE, le Royaume-Uni et dans la zone EEE, a doublé en un an (passant de 3% en 2024 à 6% en 2025) selon *Dataforce*.

Lyten finalise la reprise de Northvolt, annoncée en août 2025.

Le fabricant de batteries californien reprend l'un des plus grands sites de production de batteries en Europe à Skellefteå, et l'un des plus grands centres de recherche et développement sur les batteries du continent à Västerås. Sur le site de Skellefteå, *Lyten Industrial Hub* a pour objectif de regrouper la production de batteries (capacité existante actuelle de 16 GWh), les *data centers* d'IA et d'autres activités industrielles stratégiques, et de bénéficier de l'hydroélectricité propre abondante dans la région. *Lyten* rachète également *Revolt*, l'installation de recyclage de batteries de *Northvolt* avec une capacité de recyclage de 8 500 t/an. *Lyten* prévoit de recruter plus de 600 employés et de livrer des cellules de batteries à ses clients d'ici la fin de l'année.

EdgeConneX, société du portefeuille d'EQT, prévoit d'établir un centre de données d'IA sur une partie de l'ancien site de Northvolt à Skellefteå.

EdgeConneX, qui exploite 80 data centers dans 20 pays, annonce son intention d'acquérir un site destiné à héberger un centre de données d'IA auprès de *Lyten* (acquéreur d'une partie des activités de *Northvolt* – cf. *supra*), avec une capacité potentielle pouvant atteindre 1 GW. Cet investissement, le premier en Suède pour cette entreprise américaine détenue par le fonds suédois EQT, pourrait représenter un investissement total d'environ 10 Mds EUR.

L'opérateur de data centers atNorth s'apprête à construire l'un des plus grands centres de données de Suède.

En février, la société a obtenu le feu vert pour poursuivre la construction d'un *data center* de 50 ha pour une capacité de 300 MW dans la commune de Sollefteå en Suède. L'investissement s'élève à 2 Md€, et la nouvelle installation, appelée « *Swe 04* », devrait créer entre 100 et 150 emplois directs pour une mise en service prévue au semestre 2028. *AtNorth* exploite déjà un centre de données à Stockholm et prévoit une autre installation dans la capitale.

Le groupe laitier Arla Foods réalise son plus important investissement à ce jour dans une nouvelle fromagerie.

Le leader suédo-danois de la filière laitière a annoncé consacrer 3,2 Md SEK (300 M€) à la construction d'une nouvelle fromagerie à Götene. *Arla Foods* espère doubler le volume de lait déjà transformé sur le site existant, en comptant aussi sur le renforcement de la production locale. Dans la filière laitière, le taux d'autosuffisance de la Suède est d'environ 70%. Par ailleurs, environ 37% du fromage consommé en Suède – l'un des principaux pays de consommation au monde avec 20 kg par habitant et par an – est produit localement. Cet investissement ferait passer le taux de consommation de fromages produits localement à 47%.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	2025 (moyenne annuelle)
Suède	1,5	-0,2	1,0	1,5
Danemark	1,5	1,8	3,7	2,9
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,2
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	1,1
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,8
Islande	9	5,6	-0,7	1,3

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)² :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	2025 (moyenne annuelle)
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,7
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,9
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,3
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1
Islande	8,3	8,8	5,9	4,1

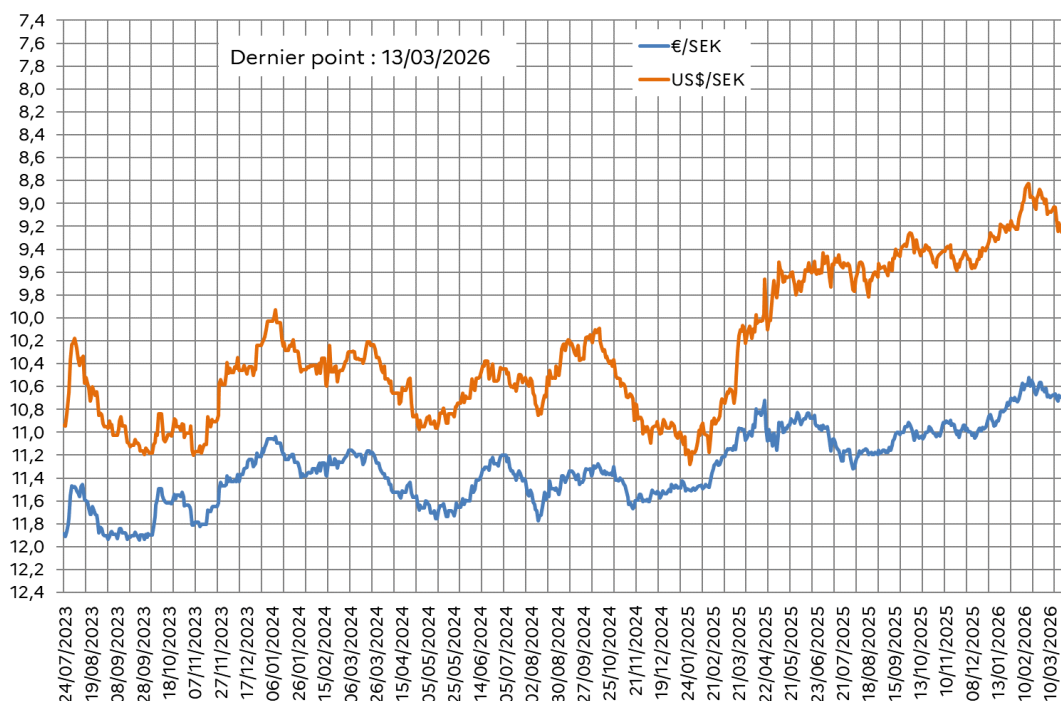
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

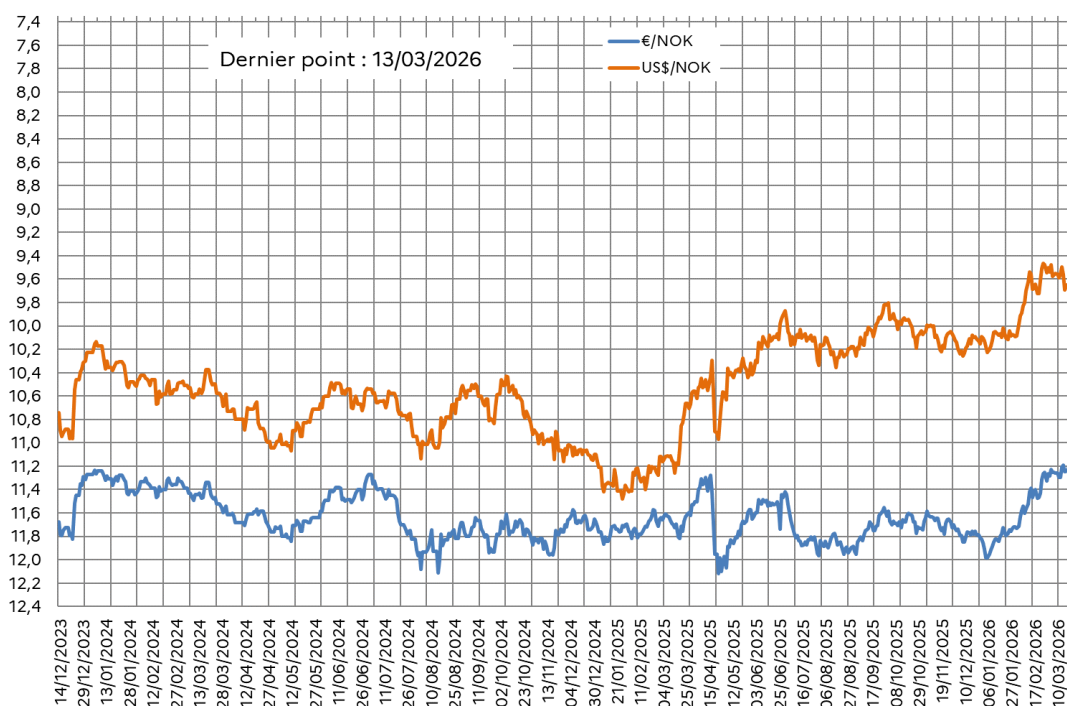
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny
olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton, S. Brel), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, W. Daehn-Viellard) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin, E. Piran).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtrésor.gouv.fr